



Violences intolérables contre une syndiquée de la CGT

COMMUNIQUÉ

Dans la nuit du 30 juin, une adhérente de la CGT Éduc'action 93, professeure des écoles, a été gravement violentée par la police à Villetaneuse. À ce jour, elle souffre d'une double fracture de la jambe et de blessures multiples. Elle ressort avec un minimum de 45 jours d'ITT. Elle est en arrêt de travail jusqu'au 24 septembre et est aujourd'hui alitée et souffre de douleurs vives.

Ces violences policières ont été commises alors qu'elle rentrait de chez des proches, à vélo. Sur la place de la Mairie de Villetaneuse, un camion en feu menaçait la sécurité des personnes alentours. L'incendie du véhicule avait provoqué une forte détonation. La crainte que des anciens élèves ne se trouvent parmi les jeunes présent-es ou blessé-es l'a amenée à s'arrêter et observer ce qui se passait, pour éventuellement porter assistance. Notre métier ne s'arrête pas aux portes de l'école.

Deux policiers ont intimé à notre camarade avec véhémence de quitter les lieux. Alors qu'elle était sur le départ, elle a été soudainement propulsée au sol violemment, frappée puis menottée. La violence des chocs était telle qu'elle a eu un black-out de plusieurs secondes. Elle a crié qu'elle était blessée mais les deux policiers ont continué de la violenter au sol. Des personnes sont intervenues pour s'interposer.

Les policiers constatant l'étendue des blessures lui ont retiré ses menottes. Les pompiers ayant été prévenus ont transporté notre camarade à l'hôpital où ses multiples blessures ont été constatées. Notre camarade a pris un avocat et une enquête de l'IGPN est en cours.

La CGT Éduc'action apporte tout son soutien à notre camarade. S'en prendre à une militante de la CGT, c'est s'en prendre à toute la CGT. Nous dénonçons ces violences insupportables à l'égard de notre camarade, symptômes de l'impunité policière, de comportements ultra agressifs à l'égard de la population en particulier celle des quartiers populaires et d'une société malade de ces violences policières dont le jeune Nahel a été victime.

La CGT Éduc'action exige l'ouverture d'une enquête sur les violences commises contre notre camarade, comme pour l'ensemble des victimes de violences policières comme Nahel.

Plus globalement, elle exige une réforme de la police française pour en faire un service public qui protège les citoyens et citoyennes quelle que soit leur lieu de vie et leur origine supposée au lieu de ne protéger que l'État.

Cela passe par l'abrogation de toutes les réformes liberticides et répressives des dernières décennies dont la loi Cazeneuve de 2017.

À Montreuil, le 19 juillet 2023